

Et sur la proposition de sous-amendement de M. Argue, appuyé par M. Herridge: Que l'amendement soit modifié par le retranchement du point qui suit le mot "gouvernementale" et l'adjonction des mots:

"et que le gouvernement n'a pas instauré, dans les secteurs économique et social, la planification fondamentale indispensable pour dissiper cette incertitude et cette confusion."

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine.—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 57*), en date du 22 avril 1959, demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il reçu des observations l'invitant à nommer une femme à titre de membre de la Commission nationale des libérations conditionnelles?

2. Dans le cas de l'affirmative, de qui a-t-on reçu ces observations et quelles dispositions se propose-t-on de prendre?

Par M. Balcer,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 195*), en date du 15 juillet 1959, demandant l'état suivant: 1. Au cours de chaque année, depuis le 1^{er} janvier 1945, quelles ont été les études particulières de recherches rédigées par les hommes de science attachés à titre permanent au Musée national du Canada?

2. A-t-on terminé certaines de ces études?

3. Dans le cas de l'affirmative, lesquelles, quel était le nom des fonctionnaires qui ont rédigé ces études de recherches et à quelle date approximative les ont-ils terminées?

4. A-t-on publié certaines de ces études terminées?

5. Dans le cas de l'affirmative, lesquelles, quel était l'intitulé de chacune, qui en était l'auteur, quel était le nom des fonctionnaires qui ont effectué les travaux de recherches et qui les a publiées?

6. Combien d'études terminées n'ont pas encore été publiées, qui avait rédigé ces études, quand ont-elles été parachevées, quel est l'intitulé de chacune et se propose-t-on de publier certaines de ces études?

Par M^{me} Fairclough, membre du conseil privé de la reine,—Relevé des permis délivrés sous le régime de l'article 8 de la Loi sur l'immigration durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1959, conformément à l'article 8(5) de ladite loi, chapitre 325 des Statuts révisés du Canada (1952).

Premier rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants, déposées le 22 janvier, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

La *British and Foreign Bible Society in Canada*, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.—*M. Morton*.

La *Canadian Public Health Association*, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.—*M. Kucherepa*.

James Thomas Buttery, de la ville de Montréal (P.Q.), et deux autres personnes de la province de Québec, aux fins d'une loi qui constitue en corporation La Compagnie d'Assurance du Canada Uni, et en anglais, *United Canada Insurance Company*.—*M. Graftey*.